

Rapport au Comité National du 14 septembre 2024

La situation économique et sociale

Pendant près de six mois, lors des campagnes européennes et législatives, tout a été fait pour masquer les vrais problèmes, quels étaient les responsables de la situation et quels étaient les conditions d'un vrai changement. Toute la démagogie des fausses solutions a pu se développer, l'espace médiatique a été occupé par des débats institutionnels stériles qui ne laisse aucune place aux préoccupations des français

L'Assemblée Nationale se trouve dans une situation inédite, avec trois blocs dont aucun n'a la majorité absolue : Extrême centre macronien, RN, NFP (LFI, PS, EELV, PCF)^[1]

Il aura fallu 60 jours^[2], après les résultats du second tour des élections législatives, pour que Macron désigne un premier ministre.

Dans un premier temps, Macron a profité de la *trêve olympique et politique* pour repousser « à mi-août ou septembre la nomination d'un chef de gouvernement ». *Trêve* qui a été acceptée par tous les partis politiques, y compris le NFP, à qui il a fallu plus de 16 jours de discussion pour finalement proposer Lucie Castets. LFI a déclaré au début des Jeux Olympique *"À partir de maintenant, tout ce que vous ferez, ce seront des cartouches que vous gaspillerez pour rien. Il faut qu'on en garde pour après les Jeux olympiques"*

Après avoir rejeté Lucie Castets, Bernard Cazeneuve, Xavier Bertrand, tous soumis à la censure du RN, Macron a nommé comme 1^{er} ministre Michel Barnier membre de LR, parti arrivé en 4^{ème} position aux élections législatives et qui a obtenu que 4,78% aux élections présidentielles de 2022.

Homme politique de droite, membre des principaux partis gaullistes (UDR, RPR, UMP, LR), 4 fois ministre^[3], deux fois commissaire européen^[4] et négociateur du Brexit, est le 1^{er} ministre idéal, il offre des garanties solides pour continuer la politique au service du capital, tout en faisant croire au changement. Attal exit, Barnier arrive le capital reste aux commandes.

Les slogans de sa campagne pour obtenir l'investiture de LR lors des élections présidentielles de 2022 : « urgence pour la France de renouer avec le sens et l'honneur du travail », « *autorité, dialogue, confiance* » sont éloquentes, tout comme son programme, qui emprunte au RN et s'inscrit parfaitement dans la politique macronienne.

Le programme de Barnier 1^{er} ministre : frappé du sceau de l'austérité,

Sa feuille de route, ses priorités

Barnier, lors de l'interview à TF1 le lendemain de sa nomination a fixé quelques-unes de ses priorités qui laisse présager les futurs axes de sa politique : elle s'annonce très à droite !

« *C'est le moment que chacun à sa place retrousse les manches* » ; « *revaloriser le travail sera notre mot clef, valoriser la France qui travail* ».

→ Réforme des retraites : « *C'est la loi que j'aurai voté... On va pas tout remettre en cause ... Je vais ouvrir un débat sur l'amélioration de cette loi pour les publics les plus fragiles avec les partenaires sociaux, en respectant le cadre budgétaire Je ne veux pas augmenter le déficit* ». En 2021, Barnier, ancien candidat à l'investiture des Républicains (LR) pour les élections présidentielles de 2022, proposait de relever l'âge de départ à la retraite à 65 ans^[5].

→ Maîtrise de l'immigration : « *Les frontières sont des passoires et les flux migratoires ne sont pas maîtrisés. Nous allons les maîtriser avec des mesures concrètes de mon propre parti* » :

Un moratoire de 3 à 5 ans sur l'immigration pour stopper immédiatement les régularisations, limiter le regroupement familial et réduire l'accueil des étudiants étrangers. Appliquer systématiquement la double peine-toute condamnation judiciaire, entraîne l'exclusion du territoire français.

→ Dette, Finances publiques, services publics : « *Je vais (m') efforcer, de mieux utiliser l'argent public et de m'appuyer sur des services publics, parce que nous avons besoin de services publics efficaces* ». Il reprend les propositions du LR : renforcer les services publics, en réduisant le nombre de fonctionnaires et en faisant 25 milliards d'euros d'économies sur le budget de l'État dès 2025. La réduction des dépenses publiques est le leitmotiv au cœur de sa stratégie pour rétablir l'équilibre budgétaire « *Y'en a marre de faire des chèques en blanc sur les futures générations, donc on va pas augmenter cette dette* ». Il n'a pas tenu un autre discours au siège du Samu de Paris à l'hôpital Necker « *dans un hôpital y a des progrès à faire, sans faire des miracles pour la santé on peut faire des progrès dans l'organisation, y a des économies à faire* ».

Barnier 1^{er} ministre : un choix rassurant pour le capital

Les 3 banques françaises cotées en bourse ont fini la séance de jeudi à la hausse : Société Générale + 3,9%, Crédit Agricole 2,1% et BNP Paribas de 2,8%

Les organisations patronales^[6] ont salué la nomination d'un homme capable de poursuivre « *les réformes indispensables dont notre pays a tant besoin, qui aura le courage de réduire les dépenses publiques, qui maintiendra la politique de l'offre. Nous attendons qu'il propose un cap économique qui réponde aux enjeux que doivent relever les entreprises françaises.* » La feuille de route est fixée !

Chaque jour Barnier donne des gages au capital, il poursuivra la politique de l'offre, la politique pro-business et pro-européenne. Le nouveau gouvernement prendra un nouveau train de mesures très sévères, pour imposer à marche forcée un maximum de réformes délétères. Liquidier toutes les conquêtes sociales, privatiser les services publics, faire baisser le prix de la force de travail, augmenter les profits capitalistes c'est la politique menée par tous les gouvernements depuis plus de 40 ans

Pour les salariés la situation continue de s'aggraver.

La situation s'est considérablement dégradée ces dernières années.

Le rapport annuel du Secours Populaire « *baromètre de la pauvreté et de la précarité* » dresse le tableau d'une précarité qui s'aggrave, et une dégradation de l'accès à l'énergie, à la prévention et aux soins.

Pauvreté : 62 % des Français déclarent avoir connu la pauvreté ou avoir été sur le point de la connaître (+4 points par rapport à 2023).

La pauvreté touche en premier lieu les catégories populaires, chez les ouvriers elle atteint 80%

* Les fins de mois difficiles portent sur le budget de l'énergie, **du logement, l'accès à une mutuelle santé.**

47% peinent à payer ses factures d'énergie (+ 2 points 2023). 43 % des personnes interrogées ne chauffent pas leur logement lorsqu'il fait froid, « *parfois ou régulièrement* ». Pour ceux qui disposent de revenus inférieurs à 1 200 le chiffre atteint 69% (+5 points par rapport à 2023),

La dégradation est de plus en plus importante plus de 8 millions de personnes qui vivent avec les revenus les plus bas.

* 38 % rencontrent des **difficultés pour payer leur loyer ou rembourser les emprunts immobilier** (+4 points)

De tels contrastes entre les différents niveaux de vie témoignent d'une **aggravation des inégalités** d'accès aux besoins essentiels Le rapport met en lumière une hausse continue du seuil de pauvreté et un risque accru de basculement dans la pauvreté.

* **Les Français sont pessimistes concernant les risques de pauvreté pour leurs enfants.** 79% estiment que les risques sont plus élevés pour la génération suivante, dont 40% « beaucoup plus élevés ». Ce pessimisme est encore plus marqué pour les parents d'enfants de moins de 18 ans (86%)

En Europe

Le « *baromètre de la pauvreté et de la précarité* » mené par Ipsos pour le Secours Populaire **auprès de 10 000 Européens** témoigne d'une situation sociale difficile au niveau du continent.

Le recul de l'inflation enregistré depuis le début de l'année ne permet pas une réelle amélioration de la situation sociale.

* Près d'un tiers des Européens (29%) et un quart des Français (24%) se considèrent en situation de précarité. La situation est particulièrement inquiétante en Grèce et en Moldavie où la proportion de personnes qui se déclarent précaires atteint respectivement 46% et 45%).

* **Cette situation concerne même les personnes ayant un emploi** : plus d'un tiers des actifs européens (35%) déclarent que leurs revenus ne sont pas suffisants pour faire face à l'ensemble de leurs dépenses. Cette précarité peut entraîner des conséquences graves : un Européen sur trois (34%) a déjà renoncé à se soigner et plus d'un sur quatre (27%) a déjà souffert de la faim par manque de moyens.

* Loin d'être optimistes pour l'avenir, les Européens montrent une inquiétude pour les générations futures : ils partagent le sentiment que les prochaines générations auront plus de difficultés à obtenir un emploi stable ou un logement décent.

→ **La production industrielle** est en net recul dans toutes les branches de l'industrie moins de 3% sur un an en août. Elle est de 2,7 % dans l'industrie manufacturière qui compte pour plus de 80% de l'indice de production.

→ **Déficit du commerce** au 2e trimestre 2024, le solde commercial de la France se détériore, elle a enregistré un déficit commercial, les importations atteignent : 58,4 milliards €, les exportations 50,6 milliards €.

→ **Faillites d'entreprises** ont augmenté de 18% en 1 an, les économistes prévoient plus de 70 000 faillites fin 2024. Actuellement plus de 102 500 emplois sont menacés et le chômage pourrait grimper à 7,6% de la population active. Les économistes jugent que la cause des faillites serait due au remboursement trop rapide des prêts garantis par l'Etat (PGE), ils ont la solution : rééchelonner les remboursements des entreprises. Nouvelle forme de cadeaux aux entreprises !

→ **consommation en berne** baisse des ventes en volume pour les produits alimentaires est particulièrement touchée. Sur le front de la consommation, les indicateurs restent au rouge. Frappés de plein fouet par l'envolée des prix, les ménages les plus modestes, se serrent toujours la ceinture.

Croissance ralentie, investissement en panne, hausse des coûts de production, durcissement des conditions de financement... Pour Moscovici « *La conjoncture est plus compliquée, la France est dans un état très préoccupant* ».

Le déficit de la France s'élève à 5,6% du PIB, et la dette à 112% du PIB, soit plus de 3.538 milliards. Largement hors des clous des règles budgétaires de la zone euro^[7]. En 2017 ils étaient respectivement à 97% et à 2,8%.

Bruno Le Maire, ministre démissionnaire de l'Économie et des Finances a appelé à ne pas revenir sur les efforts de redressement des finances publiques et de baisse des impôts, en dressant le bilan de son septennat à Bercy. Il a insisté sur la nécessité de réduire le déficit public à 3 % du PIB d'ici 2027.

Michel Barnier, Renaissance, Modem, LR, Socialistes, RN tous insiste pour revenir à l'équilibre budgétaire, et au respect des normes de l'UE, tous d'accord pour faire des sacrifices sur le dos des français et des françaises.

La dette publique

C'est la politique de l'offre qui en est responsable. Les grands groupes capitalistes sont exemptés de cotisations sociales, de multiples défiscalisations, en France ils paient en moyenne trois fois moins d'impôts que les PME (en poids relatif), ils bénéficient d'aides aux entreprises qui se situent entre 150 et 200 milliards d'euros selon l'estimation d'Attal.

Les partis au service des capitalistes, qui sont les premiers à engendrer l'endettement, préconisent ensuite de réduire drastiquement les dépenses publiques, « sans augmenter les impôts sur les bénéfices des entreprises sous peine de fuite des capitaux vers l'étranger » comme l'a déclaré de l'ancien président du Medef, Roux de Bézieux^[8], sans réduire les aides aux entreprises sous peine de baisse d'activité et de perte d'emploi, ce sont toujours des dépenses sociales qui sont réduites : dans la préparation du projet de loi de finances 2025 et du Projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 2025, les premiers rapports laissent présager des attaques en règle contre l'Education Nationale, et la Sécurité Sociale (hebdo de cette semaine^[9]).

Le capital veut aller beaucoup plus loin. Il lui faut abaisser le plus vite possible le « coût du travail ». C'est la seule façon pour lui d'élever son taux de profit, de se placer dans ce qu'il nomme la « compétitivité », dans la concurrence capitaliste.

Les Partis Politiques

* Le **RN** en promettant de ne pas censurer le gouvernement de Barnier a montré son vrai visage, c'est un gage qu'il donne au capital, la démonstration qu'il est bien un parti au service du capital. C'est bien le troisième fer au feu du capital. La lutte contre ce parti doit se mener sur le terrain politique en dénonçant ses impostures, montrant aux électeurs que c'est le meilleur allié du capital et leur pire ennemi. Marine Le Pen a toujours été contre l'augmentation du Smic qui entraînerait « une charge supplémentaire pour les entreprises, qui sont déjà dans une très grande fragilité dans notre pays ».

* le **NFP** composé d'un conglomérat de partis : LFI, PS, EELV, PCF cherche à retrouver une ligne sociale-démocrate, en mesure de servir à une alternance politique sans risque pour le capital. Ce courant politique qui s'est illustré pendant plus de 40 ans par une politique antisociale et par des trains de réformes qui ont sapés les acquis sociaux obtenus par les luttes. Le NFP, se mobilise, appelle à des manifestations le week-end avec pour mot d'ordre « Castets 1^{er} ministre », mais n'appelle pas à lutter contre le capitalisme : à le réformer, le rendre plus humain mais n'appelle pas à lutter contre et surtout pas à l'abattre. Tout doit se passer de manière institutionnelle. Ces orientations, avec des nuances certes d'une organisation à l'autre sont purement Keynésiennes et ne s'attaque en rien à la racine du problème celle de l'exploitation capitaliste du travail salarié. De manière significative, par exemple, le mot nationalisation n'apparaît pas dans le vocabulaire du NFP. Au plan international, il s'agit d'un alignement sur les positions de l'impérialisme euro-atlantique dominé par les Etats

Unis. L'Union Européenne capitaliste n'est pas remis en cause. Le discours dominant sur la situation en Palestine est repris en qualifiant le 7 octobre d'action terroriste

Le changement de société ne se fera pas sur les bancs de l'Assemblée nationale. Le capitalisme est en crise mais il ne tombera pas de lui-même. Sans attendre il faut lutter pour le faire reculer. Il faut appeler les salariés à la lutte, seule la lutte de plus en plus forte tous ensemble les fera reculer. Devant les attaques du capital et du pouvoir, il va falloir développer une lutte d'envergure. Il ne peut pas y avoir d'issue positive pour les salariés en France comme dans toute l'Europe en dehors d'une lutte d'envergure contre le capital. Les salariés ont absolument besoin d'un syndicat de lutte de classe. Ils ont besoin d'un syndicalisme qui défende les salariés, qui s'oppose au capital de toutes ses forces, qui appelle à résister, sans compromis. Il est urgent que cette volonté s'exprime partout, que grandisse l'exigence de la lutte de classe, d'une lutte coordonnée de tous les salariés du secteur public et du secteur privé, pour bousculer ceux qui s'opposent à la lutte ou la retiennent. Les luttes pour les revendications immédiates, nous devons les inscrire dans la perspective d'un changement de société, ce qui implique l'action et le renforcement du parti révolutionnaire

Quelques mots sur la situation Mondiale

J'ai précédemment abordé la question de la dette de la France, du rôle que jouait le capitalisme. La France n'est bien entendue pas le seul pays à y être confronté. J'en donnerai quelques exemples.

Dans un rapport publié le 4 juin 2024, les Nations unies ont tiré la sonnette d'alarme sur l'escalade de la dette. Le rapport souligne l'augmentation sans précédent de la dette publique qui atteint un sommet historique de 97 000 milliards de dollars en 2023

* En Afrique, les économies en perte de vitesse à la suite de multiples crises mondiales ont entraîné un alourdissement du fardeau de la dette. Le remboursement Le nombre de pays africains dont le ratio dette/PIB est supérieur à 60 % est passé de 6 à 27 entre 2013 et 2023.

Parallèlement, le remboursement de la dette est devenu plus coûteux, ce qui frappe les pays en développement de manière disproportionnée.

En 2023, les pays en développement ont payé 847 milliards de dollars d'intérêts nets, soit une augmentation de 26 % par rapport à 2021. Ils ont emprunté au niveau international à des taux deux à quatre fois supérieurs à ceux des États-Unis et six à douze fois supérieurs à ceux de l'Allemagne.

Le rapport révèle que 769 millions d'Africains vivent dans des pays où les paiements d'intérêts dépassent les dépenses publiques dans l'éducation ou la santé, ce qui représente près des deux tiers de la population totale du continent.

* Aux États Unis la dette a atteint 35 000 milliards de dollars, le coût de cette dette s'élève à plus de 3 milliards de dollars par jour.

* Au Canada Depuis des mois, les banques alimentaires voient affluer de nouveaux publics. Les économistes confirment cette hausse du taux de pauvreté dans un pays où l'on s'endette même pour faire ses courses.

Selon l'organisme qui chapeaute les services des banques alimentaires dans chaque province, 25 % des Canadiens auraient un niveau de vie inférieur au seuil de pauvreté.

Les gens s'endettent pour faire face à leurs dépenses courantes, comme l'épicerie.

* Royaume-Uni Le 1^{er} ministre, membre et chef du Parti travailliste, et la chancelière et l'échiquier (ministre des finances) ont annoncé « un projet de budget douloureux » pour combler le trou de 22 milliards de £ livres sterling (26 milliards €) résultats de la politique de l'offre. Le Budget que le gouvernement veut imposer plongera des milliers de personnes dans la précarité qui viendront s'ajouter au 11% de la population qui vit sous le seuil de pauvreté.

Les mêmes causes produisent les mêmes effets, la politique des gouvernements aux service du capital se traduit toujours par l'austérité pour les peuples les profits pour le capital

Palestine

Depuis 11 mois, 343 jours l'État sioniste d'Israël a déclenché la guerre génocidaire contre les Palestiniens. Le bilan est de plus de 40. 900 morts dont plus de 14.000 enfants et de plus de 94.500 blessés. Bilan Qui ne prend en compte ni les disparus sous les décombres, ni les dizaines de milliers de blessés sans soins, ni ceux qui meurent d'épuisement, de faim, de soif.

Le rapport de Michael Fakhri transmis à l'Assemblée Général de l'ONU^[10], rappelait que le 9 octobre Israël a annoncé sa campagne de famine contre Gaza. L'utilisation de la famine comme stratégie génocidaire, ne date pas d'hier. « Moins d'un an après sa création, il était clair qu'Israël affamait déjà les réfugiés palestiniens. C'est pourquoi, en décembre 1949, l'Assemblée générale a créé l'UNRWA, car il devenait désormais « nécessaire de prévenir la famine et la détresse », note le rapport de M. Fakhri qui précise que lors de la partition du territoire de la Palestine « les personnes de confession juive ne représentaient alors que 33 % de la population de la Palestine

(dont la majorité était constituée d'immigrants récents), l'État juif envisagé occupait 67 % de la Palestine mandataire. Ce qui rendait la proposition de l'ONU encore plus injuste, c'était que 84 % des terres agricoles devaient aller à l'État juif et seulement 16 % à l'État arabe ».

Les bombardements, les massacres de l'armée sioniste d'Israël, l'escalade de la violence des colons ne connaissent pas de trêves. Les écoles et les hôpitaux transformés en refuge sont systématiquement la cible de frappes mortelles. La Défense civile de Gaza a annoncé que 18 personnes, dont des collaborateurs de l'ONU, ont été tuées mercredi 11 septembre [dans une frappe aérienne israélienne sur une école](#) de Nuseirat transformée en abri pour déplacés. Selon l'UNRWA, l'agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens, six membres de l'organisation sont morts.

Le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres a déclaré « ce qui se passe à Gaza est totalement inacceptable, ces violations dramatiques du droit international doivent cesser immédiatement » ... !

Harris et Trump, tous deux affirment leur à Israël. Démocrates et Républicains ont des positions similaires, juste des différences à la marge, les livraisons d'armes, la coopération militaire entre les Etats Unis et Israël atteint un niveau sans précédent (Cf. l'article de l'Hebdo 890 cité précédemment).

La France continue ses livraisons d'armes, réprime et poursuit toutes initiatives, prises de position pro palestiniennes.

Le Parti Révolutionnaire Communistes soutien inconditionnellement la juste lutte du peuple palestinien et ses revendications : fin immédiate de l'agression militaire sioniste, droit au retour des réfugiés et formation d'un État palestinien.

Plus que jamais la lutte de classe est à l'ordre du jour, l'intérêt des peuples n'est pas dans la gestion du capitalisme, il est dans la lutte contre ceux qui l'exploitent, la lutte pour changer de société. Il faut arracher le pouvoir aux multinationales capitalistes, s'emparer des moyens financiers, prendre le pouvoir économique et politique. Ce qui se passe aujourd'hui confirme qu'il faut abattre le capitalisme et construire une société socialiste qui permettra un développement harmonieux de l'humanité. Le capitalisme est en crise mais il ne tombera pas de lui-même. Seule la lutte pied à pied de chaque peuple peut le faire reculer tous les peuples ont le même ennemi le capitalisme, le même intérêt à lutter.

L'activité du parti

La situation présente, les élections européennes et législatives, même si nous n'avons pas pu participer à ces dernières pour des raisons financières, nous ont montré qu'il y avait de la place pour les idées révolutionnaires que nous sommes les seuls à défendre. Des salariés, des jeunes veulent lutter contre le capitalisme, s'intéressent à la politique de notre parti. Des candidats de notre liste, des sympathisants apprécient le lien que nous avons tissé avec eux en leur faisant parvenir les déclarations de notre parti (élections, sur notre analyse de la lutte de libération du peuple Palestinien, etc.).

Lancer un plan d'initiative

→ Déployer notre activité politique : nos adhérents, tous les sympathisants, ceux qui nous suivent, nous aident à distribuer nos tracts et journaux, nos lecteurs, ceux qui reçoivent notre journal, les contacts liés pendant les élections. Il s'agit de préserver ces contacts, de construire un lien régulier et permanent,

Nous avons décidé au dernier CN d'organiser des réunions largement ouvertes aux sympathisants dans le maximum départements où nous sommes organisés, nous ferons le point.

→ Poser systématiquement la question du renforcement de notre parti, leur implication dans notre combat est un premier pas changeons le en adhésion. C'est indispensable pour faire grandir notre capacité à développer la lutte pour le changement pour faire progresser les idées révolutionnaires

La question financière se pose avec acuité, nous avons besoin de recueillir des moyens financiers indispensable à la vie de notre parti

→ Le renforcement et les finances doivent retenir toutes notre attention. Régularité du versement des cotisations. Faire le point sur nos finances à chaque réunion de cellule. Nos rentrées d'argent sont sans commune mesure avec nos besoins.

→ Nos relations avec des Partis Communistes au niveau international : une réunion en vidéo est prévue avec les camarades du Parti Communistes du Québec.

Je ne reviendrai pas sur l'analyse que nous faisons de l'impérialisme et que nous avons exprimé lors de notre initiative nationale à ce sujet. C'est à partir de cette analyse que semaine après semaine dans notre Communisme Hebdo nous nous exprimons sur les grandes questions internationales et que nous participons à des initiatives de solidarité internationaliste. C'est sur cette base que nous entendons renouveler notre intérêt pour participer à l'Action Communiste Européenne.

→ Nous avons ajouté à notre cycle de formation un texte « *Le système d'exploitation capitaliste* » ;

→ Notre Presse, L'hebdo est très apprécié, beaucoup s'en inspire pour faire leur rapport dans leur organisation, permet d'avoir des discussions politiques avec nos lecteurs-sympathisants.

→ La décision que nous avons prise d'avoir chaque semaine un article sur la guerre génocidaire que mène l'État sioniste génocidaire contre les Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie est apprécié comme un soutien sans faille aux luttes de libération de la Palestine

→ Le Résumé des questions économiques et sociales hebdomadaire. Élément de référence pour beaucoup, qui s'inscrit dans la démarche de notre Parti Révolutionnaire Communistes, nous sommes le seul parti à avoir cette analyse des mouvements de lutte nationale et internationale, le seul qui en plus du recensement des luttes en fait une analyse d'un point de vue de classe.

Le journal paraît régulièrement, sa diffusion est très appréciée. Des tracts en phase avec l'actualité nous permettent des diffusions régulières. Améliorons encore la qualité de notre propagande. Discutons-en

[1]. Composition de l'Assemblée nationale : NFP **182** députés, Ensemble (Renaissance et ses alliés) **168**, RN et élus ciottistes **143**, LR **47**. L'existence de trois blocs antagoniques, n'a permis à aucun groupe politique d'obtenir de majorité absolue. Le NFP avec 182 élus représente 31% des sièges de l'Assemblée nationale ; Ensemble 29% avec 168 élus ; le RN et ses alliés 24,78% avec 143 élus ; LR 8% avec 46 élus.

[2]. Du 7 juillet au 5 septembre

[3]. 1993 Ministre de l'Environnement, 1995-1997 ministre délégué aux affaires européennes du gouvernement Balladur ; 2004 Ministre des Affaires étrangères de Chirac, 2007-2009 Ministre de l'agriculture et de la pêche de Sarkozy.

[4]. 1999-2004, commissaire européen à la Politique régionale, 2010-2014, lors de son deuxième mandat de commissaire, il a pour ambition générale de relancer le marché unique, alors que sévit la crise économique et financière de 2008. Il se concentre tout particulièrement sur la libre circulation des services financiers, les marchés publics, les services, la propriété intellectuelle et les qualifications professionnelles.

[5]. Programme de Barnier pour obtenir l'investiture de LR lors des élections présidentielles de 2022

[6]. Medef, CPME, Fédération du commerce, Union du transport, Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment.

[7]. Déficit inférieur à 3% du PIB, dette au maximum de 60% du PIB

[8]. Interview de Roux de Bézieux le 5 septembre dans l'émission de BFM Business : Good Evening Business.

[9]. A quoi servent la droite plurielle et leur complice du RN ? À imposer la super austérité exigée par le patronat et l'Europe capitaliste !

[10]. Hebdo n° 890, *Palestine le massacre continue, la répression en France aussi*